

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
3 décembre 2009
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 3 décembre 2009, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la République bolivarienne du Venezuela
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe une note datée du 23 novembre 2009 dans laquelle M. Nicolas Maduro Moros, Ministre du pouvoir populaire pour les relations extérieures, prie le Conseil de sécurité, que vous présidez, d'inscrire à son programme de travail le conflit armé colombien, au motif que celui-ci constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la note susmentionnée comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Jorge Valero



**Annexe à la lettre datée du 3 décembre 2009 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la République bolivarienne du Venezuela
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

J'ai l'honneur de m'adresser à vous, au nom du Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, pour appeler l'attention des membres du Conseil de sécurité sur la forte inquiétude qu'inspire au Venezuela le conflit armé colombien, qui constitue, à son avis, une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. Par conséquent, je me permets de vous prier d'inscrire ce conflit au programme de travail du Conseil de sécurité.

Le peuple et le Gouvernement vénézuéliens ont clairement démontré leur engagement en faveur de la paix et du respect du droit international. Leur conduite se fonde sur une vocation pacifiste et solidaire forte, fondée sur l'attachement aux normes et aux principes du droit international public consacrés par la Charte des Nations Unies et les autres instruments juridiques internationaux pertinents.

Le Venezuela a exprimé à de nombreuses reprises la préoccupation que lui inspiraient les répercussions du conflit armé colombien sur la paix et la stabilité régionales. La politique suivie par les autorités colombiennes, qui privilégie l'usage de la force et la voie militaire, n'a fait qu'aiguïser un conflit armé vieux de plusieurs décennies, qui oppose divers secteurs de la société colombienne en raison de fortes inégalités économiques et sociales qui restent d'actualité.

Sous l'impulsion du Président Hugo Chávez Frías, le Gouvernement vénézuélien a maintes fois souligné qu'il fallait que les parties au conflit armé colombien parviennent à une solution politique négociée. C'est pourquoi, à la demande de la Colombie, il a joué l'an dernier un rôle d'intermédiaire dans le processus qui a conduit à la libération de ressortissants colombiens retenus par les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple. Les actions de médiation menées sous la direction du Président Hugo Chávez Frías ont été saluées par une déclaration spéciale adoptée par le Mouvement des pays non alignés lors de la réunion ministérielle sur les droits de l'homme et la diversité culturelle qui s'est tenue à Téhéran au mois de septembre 2007.

L'intensification des hostilités entre l'armée colombienne et les groupes armés irréguliers a entraîné l'apparition dans les pays voisins d'activités paramilitaires, du trafic de stupéfiants et d'autres activités criminelles telles que les enlèvements et le recours aux tueurs à gages, entre autres problèmes. C'est pour le peuple vénézuélien une source de préoccupation constante de voir depuis plusieurs décennies son peuple frère touché par un conflit armé systématiquement marqué par les atteintes aux droits de l'homme et par l'incapacité des Gouvernements colombiens à exercer leur autorité sur les parties du territoire tombées aux mains des groupes irréguliers. Cette situation a entraîné d'innombrables incidents à la frontière séparant la Colombie du Venezuela, l'État colombien étant, de toute évidence, incapable d'assumer son obligation de protection des citoyens qui résident dans cette zone et de contrôler son territoire.

Le Venezuela, comme les autres pays voisins de la Colombie, a été victime du conflit colombien, qui s'est aggravé ces dernières années sous l'effet de la politique

belliciste du Président Álvaro Uribe. Loin de mener à la paix sur l'ensemble du territoire colombien, cette politique a violé de façon flagrante les normes du droit international et du droit international humanitaire.

Il faut souligner que le conflit armé colombien a donné lieu à des violations systématiques, flagrantes et généralisées du droit international et des droits de l'homme qui dépassent en gravité celles provoquées par les situations de conflits armés que connaissent malheureusement d'autres États Membres de l'ONU et qui, elles, sont inscrites au programme de travail du Conseil de sécurité.

On peut lire au point 6 du rapport du Secrétaire général sur la protection des civils dans les conflits armés en date du 28 octobre 2007 qu'en 2007 le nombre de personnes ainsi déplacées du fait des divers conflits en cours au niveau mondial s'élevait à 24,5 millions.

Il est frappant de constater qu'en 2007, il n'y a qu'en Iraq et au Soudan (Darfour) que le nombre de personnes déplacées ait été plus élevé qu'en Colombie, où il a atteint les 2,1 millions de personnes, soit plus qu'en Somalie, en République centrafricaine, au Tchad et en Afghanistan réunis, lesquels ont totalisé, à eux quatre, 1 714 000 personnes déplacées (voir annexe 1).

Pour l'année 2009, au paragraphe 14 de son rapport sur les enfants et le conflit armé en Colombie (S/2009/434), en date du 28 août 2009, le Secrétaire général a signalé que son Représentant pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays avait « indiqué que **la situation qui régnait en Colombie était l'une des plus graves du monde, et que le pays se situait au deuxième rang du point de vue du nombre de personnes déplacées.** D'après le Conseiller principal du Président de la Colombie pour l'action sociale, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, de 1997 à décembre 2008, s'était chiffré à 2 935 832, dont plus d'un million d'enfants. »

Il faut ajouter que la production et la commercialisation de stupéfiants se sont aggravées ces dernières années en Colombie, au point de constituer une menace indéniable pour la sécurité et la stabilité régionales. De fait, comme le Secrétaire général le note au point 4 du rapport cité au paragraphe précédent, « 60 % de la production mondiale de cocaïne a sa source en Colombie. ».

Le trafic de stupéfiants a pénétré au plus profond de l'État colombien. Les liens politiques et l'influence des cartels colombiens atteignent des niveaux insoupçonnés. De fait, comme l'indique le paragraphe 3 du rapport susmentionné, « près de 50 années de conflit continu et l'existence de puissants cartels de la drogue représentent un défi considérable pour la gouvernance et le respect des droits de l'homme, et ont eu des répercussions considérables sur la sécurité de la population et la situation humanitaire dans son ensemble. »

Le Bureau du Procureur général de Colombie a ouvert une enquête qui jette le doute sur la légitimité du Congrès colombien, à la lumière du nombre croissant de parlementaires ayant des liens directs avec les paramilitaires et le trafic de stupéfiants. En 2005, à la veille des élections législatives de 2006, il a été révélé que des proches des paramilitaires figuraient sur les listes de partis soutenant le Président Uribe. Après l'entrée en fonctions du nouveau Congrès, Salvatore Mancuso, qui n'est autre que l'un des plus puissants dirigeants paramilitaires, a déclaré après avoir renoncé à l'action paramilitaire que 35 % des parlementaires étaient des « amis » de son organisation criminelle.

Jorge Noguera, qui dirigeait alors le Département administratif de la sécurité (DAS), a été accusé d'avoir placé cet organisme de renseignement au service des paramilitaires. Il avait été directeur de campagne du président Uribe à l'époque où celui-ci était candidat dans le département du Magdalena. Contraint à la démission par la publication d'informations compromettantes, M. Noguera a été nommé consul à Milan, mais a continué de faire l'objet d'accusations. Il est reparti à Bogota et a été arrêté en février 2007 pour association de malfaiteurs, collaboration avec les paramilitaires et fourniture d'informations aux paramilitaires. Ceux-ci ayant infiltré le système politique colombien, les institutions du pays traversent une grave crise de légitimité.

À la différence de la Colombie, le Venezuela obtient des résultats internationalement salués dans le cadre de sa lutte contre les stupéfiants. Il a lancé en la matière des programmes de coopération avec 37 pays, dont la France, l'Espagne et le Portugal, et la réussite de sa politique a été reconnue par l'Organisation des États américains et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL). D'après le rapport 2009 de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Venezuela se classe au deuxième rang des pays d'Amérique du Sud sur le plan des saisies de stupéfiants, sous l'effet d'une augmentation de 35 % des saisies de cocaïne. On le sait, la Colombie est le plus gros producteur de cocaïne du monde. Or ce commerce bénéficie à certains groupes militaires et politiques colombiens.

De janvier à septembre 2009, les autorités vénézuéliennes ont arrêté 4 490 personnes pour des infractions en rapport avec le trafic de stupéfiants, dont 4 219 Vénézuéliens et 271 ressortissants étrangers. Au vu de l'importante coopération qui existe entre le Venezuela et d'autres pays dans la lutte antidrogues, 20 étrangers ont été extradés entre le début de l'année et le 13 août 2009, dont 10 Colombiens.

À l'inverse, l'efficacité du Plan Colombie en matière de lutte antidrogues est très contestée. Le Government Accountability Office des États-Unis a indiqué que « **l'objectif du Plan Colombie consistant à réduire la culture, la fabrication et la distribution illégale de stupéfiants en s'attaquant aux cultures de coca n'avait pas été atteint** ». Loin d'avoir fait reculer la culture de la coca et la production de cocaïne, le Plan Colombie les a fait progresser.

Le 19 novembre 2009, dans un geste désespéré, la Colombie a accusé le Venezuela d'avoir fait sauter deux installations qu'elle a présentées comme étant des ponts piétonniers frontaliers. Le Gouvernement vénézuélien rejette ces accusations mensongères, le Venezuela ayant simplement procédé à la destruction de passerelles illégales essentiellement utilisées à des fins de trafic de stupéfiants et de contrebande (notamment de combustible), entre autres activités illicites. Il ne s'agissait pas de ponts binationaux ni de structures autorisées par les deux pays, et ces passerelles ont été détruites depuis le Venezuela, sans violation du territoire colombien.

Ce genre de mesures est courant dans le cadre de la stratégie de lutte contre le trafic de stupéfiants appliquée par tous les pays du monde. Seuls les gouvernements incapables d'exercer leur autorité sur une partie de leur territoire et infiltrés par les narcotrafiquants peuvent critiquer publiquement les mesures légitimes qu'un État prend, dans le cadre strict de ses attributions, pour lutter contre les activités illicites menées à ses frontières.

Avec ces accusations tendancieuses, le Gouvernement colombien cherche à occulter et à sortir de son contexte une réalité : celle de l'installation de bases militaires des États-Unis sur son territoire. La stratégie consistant à désinformer et à alarmer ne vise qu'à détourner l'attention du vrai problème, qui est que le Président Álvaro Uribe se décharge purement et simplement auprès des États-Unis d'attributions propres à l'État colombien, transformant la Colombie en base opérationnelle de la stratégie régionale des États-Unis, laquelle est axée sur la domination et le contrôle des pays d'Amérique du Sud.

Les gouvernements des États d'Amérique du Sud se sont, pour la première fois dans l'histoire, déclarés préoccupés par la signature d'un accord militaire bilatéral. Au sommet de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR), qui s'est tenu à Bariloche le 28 août 2009, les chefs d'État et de gouvernement, se référant à l'accord conclu entre la Colombie et les États-Unis d'Amérique, ont déclaré : « [L]a présence de forces militaires étrangères ne doit, avec les moyens et ressources correspondant à leurs objectifs propres, menacer ni la souveraineté et l'intégrité d'un pays sud-américain, ni par conséquent la paix et la sécurité de la région. »

Le Venezuela rappelle que le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme prévoient que les enfants touchés par un conflit armé ont droit à un respect, une protection et des soins particuliers, y compris une protection contre toutes formes de violence et d'exploitation sexuelles. Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale dispose que le viol et les autres formes de violence sexuelle constituent aussi un crime de guerre ou un crime contre l'humanité lorsque ces actes sont commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre la population civile.

Au paragraphe 3 de la **résolution 1894 (2009)** en date du 11 novembre 2009, le Conseil de sécurité a « noté que le fait de prendre pour cibles des civils ou d'autres personnes protégées, ainsi que les violations systématiques, flagrantes et nombreuses du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme applicables commises en période de conflit armé pouvaient constituer une menace contre la paix et la sécurité internationales, et réaffirmé à ce propos qu'il était prêt à examiner de telles situations et, au besoin, à prendre les mesures qui s'imposent. »

Cette résolution charge le Conseil de sécurité d'examiner les situations existantes et, au besoin, de prendre les mesures qui s'imposent, et ce sans qu'il soit nécessaire qu'il y ait conflit armé au sens des Conventions de Genève de 1949 et des Protocoles additionnels s'y rapportant. Autrement dit, le Conseil de sécurité doit s'intéresser à la grave situation que constitue le conflit armé qui déchire la Colombie depuis près de 50 ans, ainsi qu'à ses répercussions sur la sécurité régionale et sur la paix et la sécurité internationales.

La grave crise humanitaire que connaît la Colombie du fait de ce conflit armé est attestée par les documents officiels de l'Organisation des Nations Unies, parmi lesquels on peut citer les rapports suivants :

1. Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (A/63/785-S/2009/158) (non souligné dans l'original)

Ce rapport a été soumis par le Secrétaire général en application de la déclaration du Président du Conseil de sécurité (S/PRST/2008/6), dans laquelle le Conseil l'a invité à lui présenter un rapport sur l'application de ses résolutions 1612

(2005), 1261 (1999), 1314 (2000), 1379 (2001), 1460 (2003) et 1539 (2004) (*non souligné dans l'original*).

Paragraphe 114. « L'ONU a été saisie d'informations crédibles selon lesquelles des enfants auraient été utilisés par les forces de sécurité pour collecter des renseignements en dépit de la politique gouvernementale officielle qui y est strictement opposée. Le Ministère de la défense a publié trois directives interdisant cette pratique, conformément à la loi nationale sur l'enfance et l'adolescence. En février 2008, il a été fait état d'un cas où la police s'est servie d'un enfant de 12 ans comme informateur dans le département de Valle del Cauca. Par conséquent, l'enfant a été l'objet de menaces de mort de la part des Forces armées révolutionnaires de Colombie-Ejército del Pueblo (FARC-EP), et a fini par être tué en décembre 2008. Toujours en février, on a aussi signalé que des membres de l'armée et de la police nationale avaient cherché à obtenir des renseignements, auprès d'enfants des communautés rurales de Carmen de Atrato et Quibdó dans le département de Chocó, sur la localisation de groupes de guérilla et sur l'identité de leurs membres. »

Paragraphe 116. « L'ONU a recueilli des informations crédibles sur des cas d'exécutions extrajudiciaires d'enfants. En janvier 2008, un garçon de 17 ans a été considéré, au lendemain de sa disparition de la commune de Soacha près de Bogota, comme « mort au combat » par les Forces armées dans le département de Norte de Santander, qui jouxte la République bolivarienne du Venezuela. En août de la même année, un cas semblable est intervenu concernant un enfant de la commune de Gamarra, dans le département de Cesar. »

Paragraphe 117. « Selon l'ordonnance n° 092 de la Cour constitutionnelle [de Colombie], datant d'avril 2008, les violences sexuelles à l'égard des filles sont en augmentation. Des groupes armés illégaux et des membres des forces armées figurent parmi les coupables. Le ministère public a ordonné des enquêtes et, depuis décembre 2008, plusieurs condamnations ont été prononcées. »

2. Rapport du Secrétaire général sur les enfants et le conflit armé en Colombie (S/2009/434) (*non souligné dans l'original*)

Ce rapport, qui porte sur la période allant de janvier à décembre 2008, donne des informations sur de graves violations commises à l'encontre d'enfants, comme le meurtre et les mutilations, le recrutement et l'emploi d'enfants par des forces et groupes armés, les enlèvements, les actes de violence sexuelle commis sur la personne d'enfants, les attaques visant des écoles et des hôpitaux, et le refus de laisser les enfants bénéficier de l'aide humanitaire. Il souligne le caractère prioritaire de la lutte contre l'impunité pour ce type de violations graves.

Paragraphe 12. « Des violations graves à l'encontre d'enfants ont été imputées à toutes les parties, mais principalement aux groupes armés illégaux. Ceux-ci continuent à recruter des enfants et à se livrer à des actes de violence sexuelle contre les femmes et les filles, à tuer des civils, à poser des mines antipersonnel et à commettre des enlèvements. Des violations commises par des responsables des forces armées colombiennes, en contravention flagrante de la politique gouvernementale, ont également été signalées. »

Paragraphe 23. « En 2006 [sic], le Comité des droits de l'enfant s'est inquiété de ce que des enfants étaient utilisés par les forces armées nationales pour collecter des renseignements. Bien que le Ministère de la défense ait émis trois directives interdisant à tous les membres des forces armées d'employer des enfants à cette fin, des incidents continuent d'être constatés. En février 2008, il a été signalé que la Police nationale s'était servie d'un enfant de 12 ans comme informateur dans le département de Valle del Cauca. L'enfant a par la suite été menacé de mort par les FARC-EP et a fini par être tué par un individu non identifié en décembre 2008. »

Paragraphe 33. « Les mines antipersonnel et les munitions non explosées ont eu de graves conséquences pour la population civile, notamment pour les enfants. Selon le Landmine Monitor Report de 2007, la Colombie affichait, entre 2005 et 2007, le nombre de victimes d'accidents dus à des restes explosifs de guerre le plus élevé au monde. D'après le Programme présidentiel pour la lutte antimines intégrée, le nombre total de victimes pour la période de 1990 à 2008 s'élève à 7 515 personnes, dont 722 enfants. La même source révèle qu'en 2008, ce genre de dispositif aurait tué 14 enfants (4 filles et 10 garçons) et en aurait blessé 32 (5 filles et 27 garçons). En janvier, dans la municipalité de Palmira (département de Valle del Cauca), une femme et sa fille de 9 mois ont trouvé la mort en marchant sur une mine antipersonnel. La femme était enceinte de cinq mois. En juin, dans la municipalité de Samaniego (département de Nariño), trois garçons de 12, 14 et 16 ans ont été tués en déclenchant accidentellement une mine antipersonnel. En juillet, dans le département de Bolívar, trois enfants ont été gravement blessés – une petite fille de 9 ans, notamment, a perdu une jambe. »

Paragraphe 39. « Selon les renseignements communiqués par l'Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, 5 filles et 3 garçons auraient été victimes de sévices sexuels commis par des membres des forces militaires nationales, et 18 filles et 1 garçon auraient subi ce type de violences de la part de membres de la police nationale pendant la période considérée. D'après les informations recueillies, deux soldats auraient violé une femme et sa nièce âgée de 13 ans dans le département d'Antioquia en novembre 2008. »

Paragraphe 42. « Des enfants continuent d'être victimes de disparitions forcées. Depuis 2006, le Bureau du Procureur général a découvert dans des tombes clandestines le corps de 109 enfants, dont la plupart sont des victimes des groupes paramilitaires. Par ailleurs, le Bureau du Procureur général enquête sur 1 636 affaires d'enfants qui ont disparu depuis 2000, dont 187 en 2008. »

Paragraphe 48. « Les restrictions en matière d'accès à des fins humanitaires imputables aux parties au conflit compromettent l'acheminement de l'aide humanitaire, et ce, au détriment des enfants. La présence de mines antipersonnel et d'engins non explosés limite fortement les mouvements de population, mais aussi l'accès des organisations humanitaires à ces populations. »

Paragraphe 49. « Le personnel humanitaire a également fait l'objet d'attaques pendant la période considérée. Selon le Comité international de la Croix-Rouge, le nombre d'attaques visant des missions médicales est passé de 23 en 2007 à 35 en 2008. »

Paragraphe 50. « Des affrontements opposant des groupes armés illégaux et les forces armées nationales limitent également l'accès à des fins humanitaires et l'approvisionnement en produits de première nécessité. »

Paragraphe 51 : « Nous avons aussi reçu des informations sur les restrictions d'accès à certains villages ou certaines municipalités imposées par les forces armées, y compris les restrictions à la circulation des personnes ou de marchandises telles que les denrées alimentaires, les médicaments ou le carburant, dans le cadre de la stratégie de lutte contre les groupes armés illégaux. Par exemple, depuis janvier 2008, les forces armées limitent le passage des articles de première nécessité vers plusieurs villages de la municipalité de El Dovio, département de Valle del Cauca. Le Service du défenseur du peuple a confirmé que des restrictions du même type avaient été imposées dans le département de Vaupés en mai 2008. »

Le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela souhaite rappeler aux membres du Conseil de sécurité que **c'est le Gouvernement de la République de Colombie qui a ouvertement et concrètement menacé la paix et la sécurité internationales, se posant en contradiction évidente avec le principe du droit international énoncé au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies**, selon lequel les Membres de l'Organisation s'engagent, dans leurs relations internationales, à ne pas recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies. Cela s'est pourtant produit en mars 2008, quand l'armée colombienne a pénétré sur le territoire de la République de l'Équateur, violant ainsi l'intégrité territoriale de cette nation sœur.

Cet acte illégal a mis en évidence la politique belliciste préconisée par le Gouvernement du Président Álvaro Uribe, lequel a fait du concept d'attaque préventive – prônée par l'ancien Président George W. Bush – un élément essentiel de sa doctrine de sécurité et de défense.

L'agression de l'armée colombienne contre la République de l'Équateur a été condamnée par les pays de la région, dont la République bolivarienne du Venezuela, en réponse à la violation flagrante des règles et principes du droit international, notamment de la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies ». La plainte de l'Équateur concernant la violation de sa souveraineté et de son intégrité territoriale est contenue dans le document S/2008/146 du Conseil de sécurité.

Cette condamnation unanime de l'incursion militaire a obligé le Président Uribe, le 7 mars 2008, à affirmer, dans un acte officiel de contrition publique lors du XX^e Sommet du Groupe de Rio qui s'est tenu à Saint-Domingue (République dominicaine), que son pays ne mènerait plus d'action belligérante contre un autre pays du continent américain. Les participants au Sommet ont pris note des sincères excuses que le Chef de l'État colombien a présentées au Gouvernement et au peuple équatoriens pour la violation du territoire et de la souveraineté de cette nation sœur commise par les forces armées colombiennes.

Le climat de confiance dans la région, qui avait été restauré après les accords convenus au XX^e Sommet du Groupe de Rio, a été de nouveau mis à mal par

l'annonce de l'Accord complémentaire pour la coopération et l'assistance technique en matière de défense et de sécurité entre les Gouvernements de Colombie et des États-Unis d'Amérique, portant sur l'implantation de sept bases militaires américaines sur le territoire colombien puis par la signature de cet Accord. Ce déploiement annoncé de forces armées américaines en Colombie a suscité des inquiétudes parmi les membres de l'UNASUR, lesquels, en toute légitimité, ont mis en garde contre les risques et les menaces qu'il représentait pour la paix, la stabilité et l'équilibre militaire dans la région.

Selon une logique perverse, le Président Álvaro Uribe et son gouvernement essaient de faire porter la responsabilité de la gestion du conflit armé à d'autres États voisins comme le Venezuela qui, comme il a été signalé, sont victimes du trafic de stupéfiants et de l'activité de groupes paramilitaires, de tueurs à gages ainsi que d'autres activités criminelles comme le recours à des enlèvements du fait de l'intensification des hostilités avec des groupes armés sur le territoire colombien.

Comme on le sait, en choisissant de privilégier la sécurité des zones urbaines, et notamment des grandes villes, l'État colombien a négligé la surveillance et la protection de ses frontières. La situation a été exploitée par les groupes armés qui en ont profité pour prendre le contrôle de ces régions, ce qui a favorisé le développement d'activités criminelles touchant des pays tiers.

Ce déploiement important et disproportionné des forces armées des États-Unis d'Amérique sur le sol colombien serait justifié par la lutte contre le trafic de drogue et le terrorisme que mènent les deux parties. Il s'agit là d'un argument erroné qui ne dissipe pas les doutes ni les inquiétudes des pays de la région d'Amérique du Sud concernant ces bases militaires, considérées comme une menace compte tenu de l'ampleur du programme qui sera mis en œuvre avec l'installation d'équipements de guerre électronique et l'arrivée de personnel militaire et d'employés d'entreprises de sécurité sous contrat. Le renforcement de la présence américaine a pour but d'affirmer la puissance militaire mondiale des États-Unis d'Amérique et de dissuader, par la menace d'interventions militaires, des pays qui adoptent une position critique envers leur politique impérialiste.

Ces orientations stratégiques se retrouvent dans le document de l'armée de l'air des États-Unis d'Amérique qui présente des arguments en faveur du financement du projet de base militaire à Palanquero. Le financement demandé, soit 46 millions de dollars pour la construction de ce que le document décrit comme un « Lieu de coopération et de sécurité » et pour l'amélioration des installations de Palanquero a été approuvé en mai 2009. Le passage en question figure au chapitre « Positionnement de défense mondiale », dans lequel la stratégie américaine en matière d'envoi de personnel et d'installation de bases militaires à l'étranger est expliquée.

Pour justifier cette demande de crédits, le document soumis au Congrès des États-Unis qui décrit le programme de construction militaire de l'armée de l'air américaine, daté de mai 2009, avance les arguments suivants :

« [...] [elle] améliorera la capacité des États-Unis d'Amérique à réagir rapidement en cas de crise, en assurant un accès à l'ensemble de la région et la présence militaire américaine pour un faible coût. Cette présence augmentera aussi notre capacité à mener des opérations de renseignement, d'espionnage et de reconnaissance, étendra notre champ d'action au niveau mondial, permettra

de mieux répondre aux besoins logistiques, améliorera les relations avec nos partenaires, consolidera la coopération en matière de sécurité sur le théâtre d'opérations et renforcera notre capacité d'intervention rapide. »

[...] La coopération étroite en matière de sécurité représente aussi une opportunité de mener un ensemble complet d'opérations dans toute l'Amérique du Sud. [...] Notre intention est d'utiliser le plus possible l'infrastructure existante, d'améliorer la capacité des États-Unis d'Amérique à réagir rapidement en cas de crise, et d'assurer l'accès à la région et la présence américaine à un coût minimum. La base de Palanquero contribue à la mobilité parce qu'elle garantit l'accès à tout le continent sud-américain, exceptée la région du cap Horn. »

Contrairement au discours colombien affirmant que le conflit armé ne pourra se régler que par la voie militaire – y compris le libre accès à ses bases par les militaires américains – le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela estime que l'intensification des opérations militaires entraînera une escalade de la violence armée et intensifiera l'émigration des Colombiens vers de nombreux pays, et notamment les États voisins.

Les accusations de course à l'armement contre le Venezuela ne peuvent être plus mensongères. Seul 1,1 % du produit intérieur brut du Venezuela est consacré à la modernisation de l'équipement militaire, ce qui est inférieur à la moyenne régionale de 1,7 % et largement inférieur aux 5,7 % de la Colombie. À l'inverse, le Gouvernement du Venezuela consacrera 45,7 % du budget national 2010 aux investissements sociaux, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la qualité de vie des Vénézuéliens. Le Venezuela a déjà dépassé l'objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire l'extrême pauvreté et, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), c'est le pays de la région qui a fait les plus grands progrès vers la réduction des inégalités.

Conscient que la paix en Colombie signifie la paix en Amérique latine, comme l'a déclaré le Président Hugo Chávez Frías, le Gouvernement vénézuélien n'a cessé de répéter qu'il était nécessaire d'aboutir à une solution politique négociée qui mette un terme à ce conflit armé, responsable d'un grand nombre de victimes depuis plus de 40 ans.

Dans le cadre de son plaidoyer belliciste, le gouvernement du Président Álvaro Uribe conçoit la sécurité de son pays en des termes absolus, plongeant ainsi les États voisins dans l'insécurité. L'implantation de bases militaires américaines sur le sol colombien et l'assistance que l'armée américaine fournit sans discontinuer à la Colombie depuis 2001 ont accentué les dilemmes relatifs à la sécurité dans la région de l'Amérique du Sud et créé des déséquilibres des forces au niveau sous-régional à cause de la course à l'armement lancée par les autorités du Palais de Nariño, avec l'appui du Gouvernement américain.

Pour cette raison, le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, réitérant une nouvelle fois son engagement en faveur de la paix et du respect inconditionnel des principes et règles du droit international qui régissent les relations d'amitié et de coopération entre les États énoncés dans la Charte des Nations Unies et les autres instruments applicables, souhaite faire savoir qu'il continuera de suivre attentivement le conflit armé qui se déroule en République de

Colombie. Il sera de même attentif aux éventuelles incidences que l'installation de bases militaires étrangères en Colombie aura pour la sécurité du Venezuela et de la région, et prendra les mesures nécessaires pour protéger, dans les limites fixées par la loi et dans le complet respect de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela, la sécurité du pays et la paix et le bien-être du peuple vénézuélien.

Monsieur le Président, compte tenu des arguments exposés dans le présent document selon lesquels le conflit armé en Colombie constitue une menace sérieuse pour la paix et la sécurité internationales, je vous serais obligé de bien vouloir inscrire cette question au programme de travail du Conseil de sécurité. De même, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre du pouvoir populaire
pour les relations extérieures
(Signé) Nicolás **Maduro Moros**

Le 23 novembre 2009

Pièce jointe

Rapport du Secrétaire général (S/2007/643)

<i>Pays</i>	<i>Nombre de personnes déplacées</i>	<i>Remarques</i>
Iraq	2 200 000	Question traitée par le Conseil de sécurité
Soudan/Darfour	2 200 000	Question traitée par le Conseil de sécurité
Colombie	2 100 000	Ne fait pas partie des questions traitées par le Conseil de sécurité
Somalie	1 200 000	Question traitée par le Conseil de sécurité
République centrafricaine	300 000	Question traitée par le Conseil de sécurité
Tchad	170 000	Question traitée par le Conseil de sécurité
Afghanistan	44 000	Question traitée par le Conseil de sécurité

Source : Tableau élaboré par nos soins sur la base des chiffres présentés dans le document S/2007/643 du Conseil de sécurité.